

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 8 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2010  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET1051429M  
IDCC : 1597

---

Entre :

La FFIE ;

La FFB Champagne-Ardenne ;

La CAPEB Champagne-Ardenne,

D'une part, et

L'URCB CFDT ;

L'IBTP FO ;

La CFTC BTP,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 (Indemnité de petits déplacements), 2.3 (Prime pour travaux occasionnels) et 2.4 (Outillage),

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

En application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 8 septembre 2010. Il a été convenu ce qui suit, applicable au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

### *Indemnité de transport*

*(En euros.)*

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,35
1B (5 à 10 km)	2,00
2 (10 à 20 km)	3,65
3 (20 à 30 km)	5,90
4 (30 à 40 km)	7,60
5 (40 à 50 km)	9,50

### *Indemnité de trajet*

*(En euros.)*

ZONE	MONTANT
1A (0 à 5 km)	1,05
1B (5 à 10 km)	1,63
2 (10 à 20 km)	2,72
3 (20 à 30 km)	3,95
4 (30 à 40 km)	4,88
5 (40 à 50 km)	7,20

Indemnité de repas : 8,65 €.

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

## **Article 2**

Il est également convenu ce qui suit au 1<sup>er</sup> novembre 2010 :

Prime d'outillage : 8,20 € par mois.

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,70 € de l'heure.

## **Article 3**

Le présent accord sera effectif au 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 dudit accord.

## **Article 4**

Le présent accord, rédigé en dix exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 8 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)